

Appel de l'assemblée générale de la DRFiP Paris du 3 avril :

**Pour la défense du service public comptable, fiscal et foncier :
nous finirons par nous faire entendre !**

Nous, agent.e.s de la DRFiP Paris en grève, ce jour mardi 3 avril, réuni.e.s en assemblée générale avec nos sections syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques et FO DGFIP, lançons un appel à tou.te.s nos collègues de la DGFIP.

Nous avons répondu positivement ainsi à l'appel de nos trois syndicats nationaux qui ont déclaré à la suite de la puissante journée de grève du jeudi 22 mars : « *Les organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP appellent donc les personnels à se réunir rapidement pour décider ensemble des modalités de la poursuite de l'action. Les cheminots de leur côté ont posé les premières pierres d'une mobilisation au long cours qui débutera le 3 avril.* »

Depuis de nombreuses années, comme fonctionnaires et agent.e.s de la DGFIP nous subissons l'austérité budgétaire avec le blocage de nos rémunérations, les suppressions d'emplois, les fusions et restructurations des services.

Mais aujourd'hui, le gouvernement MACRON-PHILIPPE entend franchir un pas de plus en organisant rapidement le démantèlement de notre administration.

Cela s'inscrit dans le droit fil de ces attaques contre les salarié.e.s du privé et du public avec les ordonnances contre le code du Travail, la remise en cause à terme du caractère national des diplômes avec notamment la réforme du baccalauréat.

Avec le programme CAP 2022 c'est toute la fonction publique et le statut général des fonctionnaires qui sont visés. Et nous savons tous qu'ensuite ce gouvernement entend s'attaquer aux retraites et au code des pensions.

Qui peut croire un seul instant que si ce gouvernement parvient à liquider le statut des cheminots, qu'il ne forcera pas l'allure contre tout le service public ?

Oui, c'est bien la DGFIP telle que nous la connaissons aujourd'hui qui est menacée de disparaître.

Ainsi, ce sont entre 16 et 18 000 emplois qui pourraient disparaître d'ici 2022 !

Nous connaissons déjà :

- la casse des règles de mutations pour favoriser les restructurations en généralisant la mobilité,
- la mise en place des «plateformes» RH,
- les restructurations territoriales et structurelles avec l'ASR.

Un tabou est tombé avec CAP 22, nos missions et leur périmètre sont sur la sellette. Aujourd'hui, plus personne ne garantit leur pérennité. Le comité CAP22 réfléchit notamment :

- à la création d'agences comptables dans les collectivités dites importantes,
- à la fusion des SFACT et des CSP, autrement dit sur la fin de la séparation de l'ordonnateur et du comptable,
- à la généralisation des SFACT dans la sphère territoriale,
- à la centralisation du recouvrement tant de l'impôt que des cotisations sociales par un seul opérateur qui pourrait être les URSSAF.

Le 9 mars le directeur général a livré des éléments sur les préconisations à venir de CAP 22 pour la DGFIP.

- Paiements en numéraire transférés à La Poste,
- Transfert des missions du cadastre vers l'IGN et privatisation des levers,
- Le contrôle fiscal refondu pour devenir une activité de conseil pour les entreprises de « bonne foi »,
- L'intégration de la DGFIP dans les maisons de service au public,
- Avec la mise en place du PAS et la fin de la TH, les SIP sont menacés de disparaître,
- Recours à des plate-formes pour l'accueil,
- Généralisation du tout numérique,
- Les services à compétence supradépartementale sont amenés à se développer, tout comme la création de directions multidépartementales (fusion-absorption des petites directions),
- Transformation de la DGFIP (Administration centrale à réseau déconcentré) sous le format d'agence,
- Placer la gestion RH des personnels sous responsabilité des préfets.

C'est à la fin du mois d'avril que CAP 22 doit livrer ses conclusions. Qu'allons-nous devenir ?

Face à ces lourdes menaces, la mobilisation s'impose.

Aujourd'hui, mardi 3 avril, 1^{er} jour de la grève des cheminots et de celle des agent.e.s de la filière traitement des déchets ménagers et jour de grève et de mobilisation à Air-France, EDF et dans les universités nous prenons nos responsabilités : **nous sommes en grève !**

Nous nous adressons à tou.te.s nos collègues. Pour faire connaître notre lutte nous avons décidé de nous rendre en manifestation de la rue Réaumur à République pour nous adresser aux usagers. Dans les prochains jours doit s'ouvrir la campagne IR avec nécessairement une certaine médiatisation.

C'est le moment ! Réunissez-vous en assemblée générale avec vos sections syndicales. C'est le moment ! Décidons, décidez la grève sur vos sites, dans vos départements, dans vos directions.

C'est le moment ! Nous sommes le service public qui ne veut pas pas crever.

C'est le moment ! Tou.te.s ensemble dans l'unité !

Nous finirons ainsi par nous faire entendre. C'est le moment !

Appel soutenu par les sections syndicales de la DRFiP Paris :

